ASSEMBLÉE NATIONALE

17 novembre 2010

LOI DE FINANCES POUR 2011 - (n° 2824)
(Seconde partie)
(Seconde délibération)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II - 4

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 52

Modifier ainsi le tableau de l'alinéa 2 :

1° À la treizième ligne de la première colonne, substituer au nombre :

« 282 755 »,

le nombre :

« 282 555 ».

2° En conséquence, à la quatorzième ligne de la première colonne, substituer au nombre :

« 75 825 »

le nombre :

« 76 025 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objet de tirer les conséquences, sur les plafonds des autorisations d'emplois de l'État pour 2011 en équivalents temps plein travaillé (ETPT), du transfert à l'administration pénitentiaire de l'exercice de la mission de transfèrement judiciaire des détenus jusqu'ici exercée par les forces de police et de gendarmerie.

Cet amendement conduit à majorer de 200 ETPT le plafond d'emplois du ministère de la justice et des libertés (effectifs rattachés au programme « Administration pénitentiaire ») et à

minorer de 200 ETPT le plafond d'emplois du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales (dont 130 ETPT rattachés au programme « Gendarmerie nationale » et 70 ETPT rattachés au programme « Police nationale »).

En coordination avec le présent amendement, 12,2 M€ sont transférés de la mission « Sécurité » vers la mission « Justice » par amendements distincts à l'article 48 du projet de loi de finances présentés dans le cadre de la présente délibération.